

Pour évoquer un auteur, la rédaction d'*Informations et Commentaires* a choisi dans ce numéro de présenter à ses lecteurs la technique très originale de l'interview posthume utilisée par notre collègue marocain Mohamed El Faïz dans le manuel qu'il a écrit à l'intention de ses étudiants. On trouve dans ce manuel des interviews posthumes de l'historien maghrébin Al-Maqqari (1591-1631) dont la famille avait édifié sa fortune en créant une grande compagnie de commerce transsaharienne, d'Ibn Khaldoun (1332-1406), qui dans son approche globale de la société de son temps s'est livré à des analyses économiques pénétrantes, et de Friedrich List (1789-1846). Nous vous présentons celle-ci, qui nous rappelle que les doctrines commerciales de la soi-disant "modernité" soutenues et mises en œuvre aujourd'hui par les forces du néo-libéralisme "mondialisant", font en réalité l'objet de débats et de conflits d'intérêts extrêmement violents depuis plus d'un siècle. Mohamed El Faïz a choisi d'interroger Friedrich List à la date de création de l'OMC à Marrakech, la ville où il enseigne et poursuit ses recherches historiques. Nul doute que s'il l'avait interrogé plus récemment, il aurait recueilli d'intéressants commentaires sur le traité de l'ALENA, sur les projets avortés de l'AMI ou sur le "processus de Barcelone" qui vise à créer une zone de libre échange entre l'Union Européenne et les pays méditerranéens...

Interview posthume de Friedrich LIST (1789-1846)

**Propos recueillis à Marrakech, le 13 avril
1994**
par Mohamed EL FAÏZ*

Préambule

L'histoire économique a eu, elle aussi, ses amnésies. Nous avons remonté son cours à la recherche des économistes qu'elle a oubliés, à dessein, parce que leur message de vérité risque, aujourd'hui, d'ouvrir les yeux des pays du Tiers Monde sur l'hypocrisie des grandes puissances commerciales. Nous avons choisi d'interviewer Friedrich List, économiste allemand au début du siècle dernier, dont le nom est associé à la promotion des chemins de fer, à l'unification allemande "Zollverein", à l'application du système consistant à protéger les industries naissantes, bref à toutes les actions qui ont été à l'origine du développement économique de l'Allemagne. Cet auteur, qui s'est spécialisé dans les questions du commerce international, nous livre dans cette interview posthume ses conceptions sur la face cachée du libre-échange et sur le protectionnisme éducateur.

Le libre-échange : une invention de l'égoïsme anglais au XIX^e siècle

Question : L'économiste d'aujourd'hui, intéressé par l'histoire de sa science, ne manque pas de relever le peu de cas qui est fait de votre doctrine dans les manuels les plus connus de l'histoire de la pensée économique. Comment expliquez-vous cette amnésie ?

Friedrich LIST : L'amnésie dont vous parlez ne m'étonne pas et elle est déjà très ancienne. Car moi-même, lorsque j'ai publié le "Système national d'économie politique" en 1841, après plus de vingt ans de lutte acharnée contre la théorie du libre-échange, je ne me faisais pas d'illusions sur l'accueil que les épigones d'Adam Smith allaient réservé à mes idées. Toutefois je gardais l'espoir qu'on finirait un jour par me rendre justice. Quant à la question de savoir pourquoi on a voulu étouffer ma voix, il suffit de se rappeler le contexte dans lequel j'ai écrit et les idées forces de mon argumentaire pour y trouver toute la réponse. En effet, l'époque où j'ai vécu était dominée par la plus grande puissance économique du moment, l'Angleterre, qui avait près d'un siècle d'avance sur le reste du globe. Cette nation intelligente, industrielle, belliqueuse et ô combien égoïste, rêvait d'une seule chose : devenir le plus grand atelier du monde et transformer les autres pays en marchés pour ses produits industriels et en réservoirs de matières premières et de produits alimentaires. Pour l'aider à réaliser ce rêve, les économistes classiques anglais appelaient le reste des pays à plonger tout d'un coup dans le bain salutaire du libre-échange. Mon livre est tombé à point nommé pour contrecarrer ce dessein stratégique et montrer que si la liberté des échanges favorise la nation la plus

* Professeur d'histoire économique à l'université de Marrakech

développée, les autres pays, et plus particulièrement l'Allemagne qui est ma patrie, n'avaient pas intérêt, dans l'état actuel des rapports économiques, à démolir leurs forteresses et à abandonner leurs moyens de défense. Vous comprenez maintenant pourquoi on a voulu m'ignorer.

Q. : Avez vous été mieux compris en Allemagne, votre patrie ?

F.L. : On dit souvent que personne n'est prophète dans son propre pays. Au départ, l'opposition était très dure et le combat inégal. D'un côté il y avait une théorie toute achevée et une autorité incontestée, une école compacte, un parti puissant ayant des orateurs partout, mais surtout un grand levier, l'argent. De l'autre côté, il y avait la pauvreté et le besoin, la diversité d'opinions, la discorde intestine et le manque de perspectives et d'arguments. Je ne savais pas que la religion du libre-échange avait réussi à gagner tant d'adeptes dans mon propre pays. Cependant, malgré ce combat inégal, ma doctrine a fini par triompher : c'est grâce à l'unification douanière, au développement des chemins de fer et surtout à l'adoption d'un système protecteur destiné à protéger son industrie naissante que l'Allemagne s'est hissée au rang des nations industrialisées.

Q. : Dans votre livre, vous semblez accorder beaucoup d'importance à l'intervention des économistes pour éclairer les différents courants de l'opinion publique sur les vrais intérêts commerciaux de la nation. Pourquoi ce souci d'information ?

F.L. : Oui, en effet, j'ai estimé que si il y a bien un domaine où l'opinion publique doit être éclairée et fortifiée par une discussion libre, c'est celui de la politique commerciale et de la ratification des accords internationaux de commerce. Prenez par exemple le traité de Metheuen (1705) qui a ruiné l'économie portugaise et fait le bonheur des industriels anglais : ce genre de traité ne pouvait être conclu que dans un pays où l'avis du gouvernement est tout, et celui de l'opinion publique presque rien !

Je suis pour un libre-échange développeur et non pour un libéralisme sous-développé !

Q. : Sachez que le Maroc a eu lui aussi son traité de Metheuen avec l'Angleterre, mais bien plus tard, en 1856. Et on se rappelle les retombées négatives de cet accord sur l'économie marocaine de l'époque. Ceci dit, revenons à votre désaccord avec Adam Smith et son école. On vous présente comme étant l'ennemi inconditionnel de la liberté du commerce : est-ce vrai ?

F.L. : Je ne peux pas partager un jugement aussi tranché. En réalité, bien que je sois, à ma manière, partisan de la liberté du commerce, je crois néanmoins à la nécessité de passer d'abord par une sage protection de l'industrie nationale. En effet la liberté du commerce et la réalisation d'une paix perpétuelle entre les peuples sont pour moi deux principes qui reposent sur la même base et sont intimement liés. Elles ne seront possibles toutes les deux que lorsque la civilisation, la condition politique et l'industrie des nations seront tellement avancées et semblables que leur union puisse être utile à chacune d'elles. Le libre-échange qui a uniifié avantageusement les différents Etats de l'Amérique du Nord m'a paru, à l'époque, un bon exemple à méditer.

Q. : Est-ce un tel libre-échange développeur que les nations industrielles cherchent à promouvoir ?

F.L. : Non, je ne le pense pas. Prenez l'exemple de l'Angleterre au XIX^{ème} siècle : cette nation qui, par un système protecteur draconien, a réussi à perfectionner son industrie au point de ne plus craindre la concurrence internationale, n'a pas trouvé de solution plus sage que de repousser loin d'elle le moyen de son élévation. Puis elle a prêché aux autres peuples l'avènement de la liberté du commerce, en se repentant même d'avoir marché jusqu'ici dans la voie blâmable du protectionnisme.

Q. : Quelles peuvent être les conséquences de l'application du principe de la liberté absolue du commerce ?

F.L. : Je dois dire qu'avec le temps, ce principe est devenu moins absolu. En effet, du vivant d'Adam Smith, la concurrence internationale se limitait à des objets de luxe et à un nombre réduit d'articles. En un demi-siècle, les nations industrielles ont acquis une avance telle qu'elles pouvaient, par les prix bon marché de leurs produits, non seulement détruire toutes les manufactures des peuples moins avancés, mais aussi condamner jusqu'aux petits ateliers qui travaillaient pour les marchés locaux. L'industrie manufacturière, grâce à la puissance de ses machines et à la profusion de ses capitaux, a pu dépouiller de tout avenir industriel les pays les moins développés. Voilà pour les conséquences. Il est évident que si A. Smith lui-même ressuscitait, il serait d'un tout autre avis sur la liberté absolue du commerce.

Le libre-échange a été un mythe. C'est la protection qui est la réalité

Q. : *Est-ce pour cela que vous avez estimé qu'un protectionnisme éducateur est nécessaire ?*

F.L. : Beaucoup de mes contradicteurs me reprochent d'avoir "réchauffé" la doctrine mercantiliste. En réalité, mon système protecteur n'est ni absolu ni aveugle. Il ne s'agit pas de protéger les "canards boiteux" de l'économie. Pour moi, la protection doit être réservée à des industries motrices dont la possession est importante pour la prospérité et l'indépendance du pays. Elle doit être provisoire et appliquée aux industries naissantes, juste le temps de les rendre compétitives et capables de lutter efficacement contre la concurrence étrangère. Une fois cette mission remplie, la place doit être cédée au libre-échange. Dans mon esprit, la protection ne constitue qu'un moyen. C'est la liberté qui est le but.

Q. : *Pouvez-vous nous dire pourquoi les économistes de l'Allemagne d'aujourd'hui ne s'identifient plus à votre discours. Est-ce que ce comportement vous étonne ?*

F.L. : Absolument pas. C'est le contraire qui m'aurait étonné. En effet, non seulement l'Allemagne, mais tous les pays industrialisés ont

adopté un système protecteur qui a permis à leurs économies de devenir compétitives et de trouver ensuite plus avantageux le libre-échange. Si tous ces pays avaient écouté la propagande anglaise au siècle dernier, ils seraient encore sous-développés. Je vous avoue que je suis même fier de constater qu'on ne s'intéresse plus à ma doctrine dans ma propre patrie. Car c'est la preuve que le combat que j'ai mené au début du siècle dernier n'a pas été vain.

Des leçons pour le Tiers Monde

Q. : *Si vos idées ne sont plus en vogue dans les pays développés, peut-on dire qu'elles sont toujours d'une grande actualité pour les pays du Tiers Monde, et pensez-vous que le libre-échange soit avantageux pour ces pays ?*

F.L. : Historiquement, je l'ai dit, le libre-échange n'a été avantageux que pour les économies avancées, disposant d'un tissu productif à la fois souple et hautement compétitif. Jusqu'à présent c'est la protection qui a été partout la règle et la liberté du commerce l'exception.

Q. : *Mais que faites-vous du cas des nouveaux pays industrialisés (NPI) de l'Asie, dont on parle beaucoup aujourd'hui et qui sont donnés comme exemple du triomphe de la théorie du libre-échange ?*

F.L. : Je suis obligé de constater, après un siècle et demi de décalage, que les arguments des défenseurs de la liberté absolue du commerce n'ont pas beaucoup varié. De mon temps on invoquait le cas particulier de la Suisse. Aujourd'hui on brandit l'exemple des micro-Etats asiatiques qu'on a gavés de dollars — guerre froide oblige — et exhibés dans la vitrine du libre-échange. En dehors de ces pays, qui eux-mêmes n'ont pas abandonné complètement le système protecteur, il n'y a qu'un seul cas dans lequel le libre-échange a été réellement avantageux : celui des pays qui ont été intégrés volontairement dans un espace économique plus développé et protégés des chocs extérieurs par un épais cordon protectionniste, comme ce fut le cas de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce associés à l'Union Européenne ou de

l'Allemagne de l'est après la réunification allemande.

Q. : Que pouvez vous répondre à tous ceux qui disent que le système protecteur est contraire aux intérêts des consommateurs ?

F.L. : Il est vrai qu'au début les droits protecteurs entraînent un accroissement du prix des articles fabriqués. Mais il est également vrai qu'à long terme, et ceci est admis même par les libéraux, chez un peuple capable d'un vaste développement industriel, ces articles peuvent être produits à prix moindre que celui des articles importés. Si dans l'immédiat la protection représente un sacrifice, ce sacrifice est compensé par l'acquisition d'une force productive qui assure à la nation, pour l'avenir, une quantité accrue de richesses matérielles.

Le pouvoir de créer la richesse importe plus que la richesse elle-même

Q. : Est-ce cette préoccupation qui vous a amené à affirmer que le pouvoir de créer la richesse est plus important que la richesse elle-même ?

F.L. : Pour mieux comprendre mon propos, il faut se rappeler qu'avant moi, les mercantilistes considéraient que la richesse réside avant tout dans l'accumulation de l'or et de l'argent. Aujourd'hui, beaucoup de pays croient que c'est le pétrole qui constitue la plus grande richesse. En fait, toutes ces denrées précieuses ne sont que le signe d'un enrichissement éphémère. Il vaut mieux pour un pays s'attacher à développer ses forces productives matérielles et intellectuelles, autrement dit s'assurer, par tous les moyens, la maîtrise du pouvoir multiplicateur des richesses. Voilà, à mon humble avis, le vrai capital d'une nation!

Q. : Sachant que vous accordez beaucoup d'importance à toutes les leçons qu'on peut tirer de l'histoire économique et commerciale, je voudrais profiter de l'occasion de la tenue, dans notre ville Marrakech, de la Conférence ministérielle du GATT, pour vous demander de nous livrer, à chaud, vos premières impressions.

Mais, au delà de cet évènement qui vient conforter notre cité dans son passé de capitale du commerce international, nous sommes attentifs à tout ce que vous inspire le monde économique d'aujourd'hui.

Les Etats Unis peuvent oublier leurs économistes protectionnistes

F.I. : Ayant longtemps lutté à la tête d'une société de commerce pour le triomphe des réformes qui ont abouti à l'industrialisation de l'Allemagne, je ne peux que me réjouir de voir que les nations abandonnent enfin le langage des armes et acceptent de se réunir pour trouver une solution à la lancinante question du commerce international. De mon temps, c'était par les guerres coloniales que se réglaient les conflits commerciaux.

Quant à vous dire ce que m'inspire le monde d'aujourd'hui, je le trouve à la fois méconnaissable et, sur un autre plan, familier. D'abord, le progrès des forces productives matérielles et intellectuelles est devenu tel qu'il sera encore plus difficile aux nations les moins avancées de briser le monopole des conditions nécessaires à l'accroissement de la productivité et de la compétitivité. Je constate également que le club des puissances commerciales s'est élargi, et cet élargissement, les nations gagnantes le doivent au système protecteur et non pas à l'application des règles du libre-échange. Je comprends que ces nations, qui avaient toutes eu leur Henry Carey au début du siècle dernier (*économiste américain ultra protectionniste — 1793/1879 —, défenseur de l'harmonie des classes au sein de la société capitaliste*), déplacent aujourd'hui tout un trésor d'éloquence pour cacher aux peuples moins avancés le vrai moyen de leur élévation.

Sur un autre plan, je vois que les partisans du libre-échange, même s'ils ne sont plus aussi absolutistes que leurs aînés, sont toujours nombreux et influents. Ils continuent à constituer une école compacte qui a ses économistes "GATTocrates" et qui bénéficie, en plus, de la confiance des bailleurs de fonds (FMI et BIRD). Mais de l'autre côté de la barrière, qu'est ce que je vois ? Des nations intermédiaires et moins intermédiaires menant leurs négociations en rangs dispersés,

partagés par la diversité de leurs besoins, par leurs dissensions internes, et manquant d'horizons stratégiques. Avouez que le combat est inégal!

Q. : Avouez aussi que ces nations n'ont pas le choix. Ne vaut-il pas mieux avoir un minimum de règles et de disciplines plutôt que rien pour limiter les abus commerciaux ?

F.L. : Toute la question est de savoir si ces règles seront appliquées ou non. Je ne veux pas faire de procès d'intention, mais je suis obligé de constater que depuis huit années que durent les négociations, c'est le langage des épiciers qui domine. Celui-là accepte de limiter sa production de blé pour pouvoir vendre plus de champagne sur le marché de l'autre. L'autre accepte d'importer du riz pour lequel il est autosuffisant, à condition qu'on continue à acheter ses voitures et ses composants électroniques. Un autre encore veut vendre à tout prix son blé et ses services, sinon il menace d'embrascer toute la planète... On peut multiplier les exemples qui montrent la mesquinerie de la rhétorique et des métaphores du commerce. Quand on entend ces chicanes, il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir du Tiers Monde. D'ailleurs l'histoire des négociations commerciales, depuis celles menées par les Anglais de mon temps jusqu'à celles que conduisent les pays avancés actuellement, cette histoire est dominée par une

attitude constante : toujours cosmopolites et philanthropes en paroles, ils sont constamment monopoleurs et protectionnistes dans les faits!

Pour un ordre économique international favorable à l'association universelle

Q. : A vous écouter, il y a de quoi être pessimiste pour l'avenir ?

F.L. : Oui, si rien ne vient changer cette attitude. J'ai toujours dit que le libre-échange salutaire est celui qui s'établit entre des nations qui, ayant atteint un niveau de développement avancé, peuvent tirer le maximum de bénéfices de la libération du commerce. Si cette condition n'est pas réalisée, les retombées sur les économies fragiles seront plus graves que par le passé. Toute la question est de savoir si on veut construire un ordre économique international plus ou moins juste et favorable à ce que j'ai appelé "l'association universelle", ou continuer à promouvoir l'ascension de nations et d'individus riches, entourés d'un immense océan d'indigence et de pauvreté. Voilà, à mon avis, la vraie question à laquelle on doit répondre, si l'on désire préparer un XXI^e siècle plus humain que celui qui l'a précédé !



Amérique centrale, photo : BIT